

REPUBLIQUE FRANCAISE

Conseil de Prud'Hommes
BP 58030
6 rue Deville
31080 TOULOUSE CEDEX 6

Tél. : 0562305570
Fax : 0562308117

R.G. N° R 14/00081

FORMATION DE REFERE

AFFAIRE :

Frédéric JEANNE

DEMANDEUR

C/

Etablissement TRACTION
MIDI-PYRENEES SNCF

DEFENDEUR

NOTIFICATION D'UNE ORDONNANCE
DE REFERE
Par lettre recommandée avec A.R.
et indication de la voie de recours

Défendeur

Etablissement TRACTION MIDI-PYRENEES SNCF
37 avenue de Lyon
31500 TOULOUSE

M. Frédéric JEANNE
6 rue de l'Attramon

31490 BRAX
Demandeur

Par la présente lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le Greffier en Chef du Conseil de Prud'hommes, en application de l'article R. 1454-26 du Code du Travail, vous notifie l'ordonnance ci-jointe rendue le : **Vendredi 18 Avril 2014**

La voie de recours qui vous est ouverte contre cette décision, est :

POURVOI EN CASSATION

AVIS IMPORTANT :

Les voies de recours (délais et modalités) sont mentionnées sur la feuille ci-jointe.

Code de Procédure Civile :

Article 668 :

“La date de la notification par voie postale est, (...) à l'égard de celui à qui elle est faite, la date de réception de la lettre.”

Article 680 :

“(…) L'auteur d'un recours abusif ou dilatoire peut être condamner à une amende civile et au paiement d'une indemnité à l'autre partie.”

Fait à TOULOUSE, le 29 Avril 2014

Po/Le Greffier en Chef,



VOIES DE RECOURS

Appel

L'ordonnance rendue en premier ressort, peut faire l'objet d'un appel. Le délai d'appel est de quinze jours à compter de la notification de l'ordonnance, la date de notification étant celle du jour où la présente lettre recommandée vous a été remise par l'administration des Postes.

L'appel est formé par une déclaration que la partie ou tout mandataire fait, ou adresse par pli recommandé, au Greffe de la Cour d'Appel COUR D'APPEL, Place du Salin 31068 TOULOUSE Cedex

La déclaration indique les nom, prénoms, profession et domicile de l'appelant ainsi que les nom et adresse des parties contre lesquelles l'appel est dirigé.

Elle est accompagnée d'1 copie de l'Ordonnance contestée

Elle désigne l'ordonnance dont il est fait appel et mentionne, le cas échéant, les points de l'ordonnance auxquels se limite l'appel ainsi qu'éventuellement le nom et l'adresse du représentant de l'appelant devant la cour. (Articles R 1455-11 et R 1455-12 du Code du Travail - article 490 du Code de Procédure Civile)

IMPORTANT

L'ordonnance de référé peut être exécutée avant l'expiration du délai d'appel et même si l'appel est formé

Opposition

L'ordonnance rendue en dernier ressort par défaut est susceptible d'opposition.

Le délai est de 15 jours à compter de la notification de l'ordonnance, la date de notification étant celle du jour où la présente lettre recommandée vous a été remise par l'administration des Postes.

L'opposition est formée au greffe du Conseil de Prud'Hommes. Elle peut lui être adressée par lettre recommandée ou être formée par acte d'huissier de justice.

Elle doit indiquer les nom, prénoms, profession et adresse des parties, et contenir les moyens du défailant. (Articles 490, 571 et suivant du Code de Procédure Civile - article R 1455-9 du Code du Travail)

Lorsque le délai d'opposition est expiré, un pourvoi en cassation peut être formé dans les conditions énoncées ci-après.

Art. 572 du code de procédure civile: L'opposition remet en question, devant le même juge, les points jugés par défaut pour qu'il soit à nouveau statué en fait et en droit. L'ordonnance frappé d'opposition n'est anéanti que par l'ordonnance qui la rétracte.

IMPORTANT

L'ordonnance de référé peut être exécuté avant l'expiration du délai d'opposition, et même si l'opposition est formée
(Article 489 du Code de Procédure Civile)

Pourvoi en cassation

L'ordonnance rendue en dernier ressort peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Le délai de pourvoi en cassation est de deux mois (1), à compter du jour où le délai d'opposition est expiré - à compter de la date à laquelle la présente lettre recommandée vous a été remise par l'administration des Postes.

Si vous décidez d'exercer ce pourvoi, vous devez avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus qui est de rigueur faire par déclaration écrite que vous ou tout mandataire muni d'un pouvoir spécial, devez remettre ou adresser par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au greffe de la Cour de Cassation. - 5, quai de l'Horloge - 75055 PARIS

Art. 975 du code de procédure civile: La déclaration de pourvoi est faite par acte contenant:

- 1° a) Si le demandeur en cassation est une personne physique: ses noms, prénoms, domicile, nationalité, date et lieu de naissance;
- b) Si le demandeur est une personne morale: sa forme, sa dénomination, son siège social et l'organe qui la représente;
- 2° Les noms, prénoms et domicile du défendeur ou, il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social;
- 3° La constitution de l'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation du demandeur;
- 4° L'indication de la décision attaquée;
- 5° L'état de la procédure d'exécution, sauf dans le cas où l'exécution est interdite par la loi.

La déclaration précise, le cas échéant, les chefs de la décision auxquels le pourvoi est limité. Elle est signée par l'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation

Il est indispensable, pour qu'un pourvoi en cassation puisse aboutir, que soit invoquée la violation de la (ou des) règle(s) de droit qui pourrait(ent) rendre irrégulière la décision judiciaire.

Art. 973 du nouveau code de procédure civile: Les parties sont tenues, sauf disposition contraire, de constituer un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation. Cette constitution emporte élection de domicile.

IMPORTANT

Le pourvoi en cassation est une voie extraordinaire de recours qui exclut un nouvel examen des faits : il a seulement pour but de faire vérifier par la Cour de Cassation si la décision rendue est bien conforme à la loi.

L'exercice d'un pourvoi en cassation n'empêche pas le bénéficiaire de la décision de justice faisant l'objet du pourvoi de la faire exécuter.

Il est possible de se désister d'un pourvoi par lettre simple adressée au greffe de la Cour de Cassation.

INFORMATIONS

Extraits du code de procédure civile

Art. 488 : L'ordonnance de référé n'a pas, au principal, l'autorité de la chose jugée...

Art. 489 : L'ordonnance de référé est exécutoire à titre provisoire. Le juge peut toutefois subordonner l'exécution provisoire à la constitution d'une garantie dans les conditions prévues aux articles 517 à 522. En cas de nécessité le juge peut ordonner que l'exécution aura lieu au seul vu de la minute.

Art. 643 : Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution, d'appel, de opposition, de recours en révision et de pourvoi en cassation sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent dans un département d'outre-mer ou dans un territoire d'outre-mer ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Art. 644 : Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège dans un département d'outre-mer, les délais de comparution, d'appel, de opposition et de recours en révision, sont augmentés de :

1. (Décr. n° 76-1236 du 28 déc. 1976) Un mois pour les personnes qui ne demeurent pas dans ce département ainsi que pour celles qui demeurent dans les localités de ce département désignées par ordonnance du premier président ;
2. Deux mois pour les personnes qui demeurent à l'étranger.

(1) Rayer la mention inutile

PROCÉDURE :

Date de saisine : 04 Mars 2014

Par demande : reçue au greffe le 03 Mars 2014

Date de convocation par lettre simple du demandeur et par lettre recommandée avec accusé de réception et copie en simple du défendeur par le greffe en application de l'article R.1452-4 du

Code du Travail : 06 Mars 2014

Date de l'audience : 04 Avril 2014

Date de plaidoiries : 04 Avril 2014

Date de prononcé par mise à disposition au greffe : 18 Avril 2014

Les demandes initiales sont les suivantes :

Chefs de la demande

- Article 700 du code de procédure civile 300,00 Euros
- Attribution congés statutaires pour soins

MOYENS DES PARTIES

Monsieur Frédéric JEANNE a saisi la Formation de Référé du Conseil de Prud'hommes de Toulouse aux fins de se voir, appliqué les dispositions de l'article 31 du règlement RH 0143 concernant les congés supplémentaires pour soins.

Il dit avoir en respect au règlement RH 0143 sollicité le bénéfice de trois jours pour soins de son épouse, mais n'avoir reçu que très tardivement une réponse de son employeur n'en prenant en charge qu'un seul.

Il sollicite:

- l'attribution des trois jours de congés pour soins
- que soit dit que les 17 et 18 septembre 2013 ne doivent pas être décomptés en congés payés
- la somme de 300 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

La SNCF rappelle les conditions permettant de bénéficier des jours de congés pour soins en application du règlement RH 0143 et fait remarquer qu'elle n'a aucune obligation d'accéder à la demande de l'agent.

SUR QUOI

Attendu qu'en application de l'article R 1455-5 du code du travail, la formation de référé peut dans tous les cas d'urgence et dans la limite de la compétences du Conseil de Prud'hommes, ordonner toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend.

Attendu que l'article 31 relatif aux congés supplémentaires pour soins en conditionne le bénéfice pour un agent, sous certaines règles dans le cadre de l'application littérale de l'article 31.1 et la formation de référé constate qu'une contestation sérieuse est soulevée relative à l'application de cet article.

Attendu qu'en présence d'une contestation sérieuse et en l'espèce en l'absence de l'urgence requise la formation de référé considère n'y avoir lieu à référé.

PAR CES MOTIFS

Le conseil de Prud'hommes de Toulouse siégeant en formation de référé, conformément aux articles R1455-5 et R1455-6 du Code du Travail, statuant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort et prononçant par mise à disposition du greffe.

DIT qu'il n'y a pas lieu à référé, se déclare incompetent pour connaître de l'affaire